

Le budget—M. Blaikie

Cet ordre n'obéira pas aux principes des économistes keynésiens marxistes ou monétaristes ni, quant à cela, aux traditions de quelque parti politique. Nous tous, dans un avenir très rapproché, nous devons remettre en cause toutes nos certitudes.

Le point de vue que j'ai défendu aujourd'hui, c'est que les tenants de la vision politique prédominante, les néo-conservateurs, les libéraux et les progressistes conservateurs, n'ont pas la capacité intellectuelle ni l'ouverture d'esprit nécessaires pour comprendre la réalité et pour nous montrer la voie à suivre. Ils battent en retraite face aux pressions que nous subissons. Ils tentent de faire marche arrière, au lieu d'aller vers l'avant et de surmonter les problèmes qui se posent.

Néanmoins, l'avenir demeure imprévisible. A titre d'êtres humains libres et de communauté humaine libre, il me semble que nous ne pouvons croire ni agir autrement. Par conséquent, ne confions pas notre avenir à l'élite mondiale des multinationales et des technocrates et à leurs vassaux politiques, les libéraux et les conservateurs.

A titre de sociaux-démocrates, nous croyons pouvoir apporter un élément spécial et vital au débat sur la forme que prendra ce nouvel ordre et sur ce que nous pouvons faire, à titre de particuliers et de nation, de sorte que ce nouvel ordre devienne l'occasion de cet élan vers la justice et la survivance dont je parlais tout à l'heure.

Les sociaux-démocrates ont toujours soutenu, comme leur nom même l'indique, que la crise économique actuelle est révélatrice de vérités fondamentales à ceux qui, de plus en plus nombreux, y regardent de près: à savoir, premièrement, que notre système économique doit répondre du bien commun à tous égards, et que cela exige forcément que l'économie soit soumise à un contrôle démocratique croissant de diverses façons.

Deuxièmement, les prétendues réalités économiques traduisent en fait une réalité sociale qui ne saurait être ramenée à des termes strictement économiques. Voilà pourquoi nous nous appelons des sociaux-démocrates.

Nous souhaitons l'avènement d'un monde où nous tous, particuliers et collectivités, de concert avec tous les habitants du globe, pourrions influencer davantage les décisions économiques qui influent sur la qualité sociale, écologique et politique de notre avenir respectif. Ce monde ne pourra être réalisé que par des gouvernements mobilisés à cette fin et que le peuple aura démocratiquement mandatés. C'est ce mandat que mes collègues néo-démocrates et moi-même demandons aux Canadiens de nous donner. Devant l'irréalisme du budget, notre tâche nous apparaît d'autant plus urgente.

Les lignes du combat idéologique sont déjà tranchées et se définissent de plus en plus nettement tous les jours, à mesure que les libéraux et les conservateurs s'emboîtent mutuellement le pas. J'invite nos opposants à justifier leurs positions à ce niveau conceptuel et à tenter de réfuter mes affirmations. En dernière analyse, je persiste à croire que c'est grâce à un véritable échange d'idées, et non pas en se lançant des chiffres sur la situation concurrentielle des partis, que les Canadiens pourront ressentir le besoin et le désir d'aviser aux moyens de garantir une croissance humaine et économique qui soit plus que les derniers ravages de l'entreprise dite libre. Ces ravages risquent de détruire à tout jamais la santé de notre économie, la société et, finalement, toute la planète.

Un débat de cette nature ne servirait pas les intérêts des libéraux ni des conservateurs. Leurs relations vont sans doute persister et tendre à ce qu'on ne saurait décrire autrement que par le raffinement du superficiel et l'élévation de l'affrontement parlementaire au rang de but ultime de la politique, aux dépens des Canadiens eux-mêmes et, en définitive, du village planétaire. En tant que pays doté de ressources politiques et économiques suffisantes pour servir d'exemple à l'échelle mondiale, le Canada se soustrait à ses responsabilités et retombe dans l'abîme.

C'est cette même impuissance, cette même absence de volonté devant le changement fondamental qui s'impose, qui explique pourquoi le gouvernement va continuer à consacrer 12 milliards de dollars par année à l'assurance-chômage au lieu d'affecter la même somme à créer de vrais emplois, alors que ses programmes de création d'emplois à court terme ne sont que du replâtrage, des programmes rotatifs.

Si lourd que soit le fardeau des 12 milliards de dollars pour le Trésor fédéral, les libéraux le préfèrent aux repréailles qu'exerceraient les investisseurs internationaux qui, s'il fallait que l'argent dépensé serve vraiment à donner du travail, sentiraient leur domination de l'ordre économique menacée.

• (1720)

M. Fisher: Monsieur le Président, il y a une ou deux inexactitudes dans le discours du député, et je pense qu'il conviendrait de mettre les choses au point et de replacer certaines questions dans leur contexte. Par exemple, le député a dit que, souvent, on blâmait les travailleurs d'une baisse de productivité. Je voudrais lui citer un passage du budget et lui demander de nous expliquer d'où vient son parti pris. Ce passage figure à la page 24666 du *hansard*. Le ministre des Finances (M. Lalonde) a déclaré:

Bien des gens croient que les gains de productivité entraînent le chômage.

Il a dit ensuite:

Nous devons reconnaître, par exemple, que les préoccupations du mouvement syndical en matière de conditions de travail, de qualité et de sécurité du milieu de travail, de participation des travailleurs et de possibilités d'autodéveloppement sont entièrement légitimes et peuvent, si elles sont bien comprises, améliorer notre productivité.

Un peu plus loin, il a ajouté:

Il y aura toujours des tensions entre les travailleurs, les entreprises et les gouvernements. Cela ne devrait toutefois pas les empêcher de coopérer pour améliorer la productivité, la compétitivité et le potentiel de création d'emplois de l'économie canadienne. C'est la clé de l'augmentation des salaires et de l'amélioration des bénéfices.

C'est exactement le contraire de ce que le député a laissé entendre, et je veux donner au député l'occasion de reconnaître à la Chambre, tout d'abord, que les travailleurs peuvent avec raison donner leur avis sur les questions qui touchent la productivité et, deuxièmement, que le gouvernement tient compte de leur avis.

M. Blaikie: Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion, non pas de reconnaître que ce que j'ai dit était faux, mais plutôt d'expliquer pourquoi le député, qui parle pour le gouvernement, n'a pas du tout compris ce que je voulais dire. De fait, ce qu'il a dit montre à quel point j'ai raison. Pour lui, la productivité est uniquement une question de relations ouvrières-patronales. Le passage du budget qu'il a cité néglige entièrement l'autre aspect de la productivité, et je réprovoie à juste titre le gouvernement de n'en avoir pas tenu compte. Je veux parler de la productivité de nos modèles d'investissement